

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 43.020/2
DU 30 MAI 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 4 mai 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit, l'arrêté royal du 17 juin 1996 majorant les limites dans lesquelles les établissements de crédit peuvent détenir des droits d'associés et des participations, l'arrêté royal du 26 septembre 2005 relatif au statut des organismes de liquidation et des organismes assimilés à des organismes de liquidation, ainsi que l'arrêté royal du 21 novembre 2005 organisant la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurances, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, faisant partie d'un groupe de services financiers", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation préliminaire

Le Conseil d'État n'a pas disposé d'un tableau de concordance entre, d'une part, l'arrêté en projet et, d'autre part, les dispositions des directives 2006/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (refonte) (ci-après la directive 2006/48) et 2006/49 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 sur l'adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit (refonte) (ci-après la directive 2006/49). La transmission de ce tableau de correspondance aurait cependant été souhaitable dès lors qu'il y aurait permis de faciliter l'examen du texte soumis pour avis.

.../...

Par ailleurs, l'article 157, paragraphe 1, alinéa 1, de la directive 2006/48 prévoyant que les États membres doivent communiquer à la Commission un tel tableau, il conviendrait que l'auteur du projet l'établisse et le joigne au rapport au Roi, ce qui permettra d'assurer l'information complète des destinataires des règles en projet, notamment quant à la mesure dans laquelle la transposition des deux directives est réalisée.

Observations particulières

Préambule

1. Le projet tend à transposer dans l'ordre juridique belge les dispositions nouvelles figurant dans les directives 2006/48 et 2006/49.

Il n'y a cependant pas lieu de viser ces deux directives dans le préambule du projet. En effet, selon la jurisprudence de la section de législation, les textes réglementaires transposant une directive ne trouvent leur fondement légal que dans des normes de droit interne.

Néanmoins, il y a lieu de relever que l'article 157, paragraphe 1, alinéa 3, de la directive 2006/48 et l'article 49, paragraphe 1, alinéa 2, de la directive 2006/49, font obligation aux États membres, lorsqu'ils adoptent les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires à leur transposition, de faire référence, dans celles-ci, auxdites directives ou d'accompagner leur publication d'une telle référence.

Le Conseil d'État a souvent rappelé ¹ qu'afin de répondre à cette exigence, il est préférable de consacrer à cette référence un article du dispositif législatif ou réglementaire qui opère transposition d'une ou plusieurs directives.

Par conséquent, dans le dispositif en projet, il y a lieu d'insérer un article 1^{er} nouveau faisant mention de ce que l'arrêté en projet a pour objet la transposition partielle des directives précitées.

⁽¹⁾ Voir notamment, à ce propos, la circulaire de légistique formelle, dans sa version de novembre 2001, p. 41, point 8.3. (<http://www.raadvst-consetat.be>).

2. Selon le préambule, l'arrêté en projet trouve notamment son fondement juridique dans les articles 110 et 111 de la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements. Dans son avis 42.437/2, donné le 20 mars 2007 ², la section de législation avait pourtant déjà observé que "le fonctionnaire délégué [avait] admis que le renvoi à ces articles est superflu". La section de législation réitère qu'il convient de supprimer cette référence.

Dispositif

Article 2

Au 14/, le projet utilise les termes "compagnie financière" dans la version française.

Mieux vaudrait utiliser les termes "compagnie financière holding" qui sont ceux de la directive 2006/48.

Article 3

1. Selon l'article 2, § 2, en projet, de l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit, la situation de l'ensemble consolidé est déterminée conformément aux règles relatives à la communication d'informations périodiques sur base consolidée, telles qu'arrêtées par la Commission bancaire, financière et des assurances (ci-après CBFA) "et, le cas échéant, conformément aux dispositions de l'arrêté royal relatif aux comptes consolidés des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion".

(2) sur un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit, l'arrêté royal du 17 juin 1996 majorant les limites dans lesquelles les établissements de crédit peuvent détenir des droits d'associés et des participations, l'arrêté royal du 26 septembre 2005 relatif au statut des organismes de liquidation et des organismes assimilés à des organismes de liquidation, ainsi que l'arrêté royal du 21 novembre 2005 organisant la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, faisant partie d'un groupe de services financiers

Interrogé sur la signification de cette dernière disposition, le délégué du ministre a répondu que "het KB van 12.8.1994 regelt de aspecten van prudentieel geconsolideerd toezicht; het KB van 23.9.1992 op de geconsolideerde jaarrekeningen regelt de modaliteiten voor het opstellen van de geconsolideerde jaarrekening. Tussen beide zijn er verschillen in de definitie van o.m. de consolidatiekring en de consolidatiemethodes. Het vertrekpunt voor het opstellen van het geconsolideerd geheel voor het prudentieel toezicht zijn dan ook de regels inzake periodieke prudentiële rapportering, door de CBFA vastgesteld in uitvoering van o.m. art 49, § 2, 4/ lid, van de bankwet. Wanneer deze laatste regelgeving niet zou voorzien in bepaalde specifieke regels (bv voor bepaalde types van verrichtingen), bepaalt art 2 dat alsdan - «le cas échéant» - teruggevallen wordt op de regels van het jaarrekeningenrecht".

Le caractère subsidiaire de l'application de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 ³ par rapport aux règles arrêtées par la CBFA doit mieux apparaître du dispositif. La rédaction actuelle de l'article 2, § 2, semble, en effet, laisser à l'autorité une large marge d'appréciation dans le choix des dispositions applicables, alors que telle n'est pas l'intention.

2. L'article 2, § 3, 2/, alinéa 2, en projet permet à la CBFA d'exempter de l'obligation de sous-consolidation une entreprise réglementée qui ne satisfait pas à l'exigence de garantie visée à l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 23 septembre 1992, précité, ou qui ne satisfait pas aux conditions prévues à l'article 113, § 2, du Code des sociétés. Il faut toutefois que cette exemption "ne met[te] pas en péril [...] la protection suffisante des créanciers".

Selon le rapport au Roi,

"pour juger si l'exemption ne met pas en péril la protection suffisante des créanciers [...] la CBFA devra en principe tenir compte des dispositions de l'article 69 de la directive 2006/48".

⁽³⁾ Arrêté royal relatif aux comptes consolidés des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif.

Les conditions figurant dans cet article doivent être reproduites dans l'arrêté en projet.

3. Dans l'article 2, § 3, 5/, alinéa 2, en projet, la vérification visée à l'alinéa 1^{er} s'entend plus précisément de la vérification dont il est question au point b) de cet alinéa.

Il convient d'adapter en ce sens l'alinéa 2.

Article 5

1. L'article 3, § 3, alinéa 2, 2/, en projet, dispose que la CBFA peut exempter une entreprise réglementée de l'obligation de respecter les normes en matière de solvabilité et de concentration des risques quand elle est une filiale et qu'elle satisfait aux conditions prévues par l'article 69, paragraphe 1, de la directive 2006/48. L'article 249, alinéa 3, CE, impose de reproduire ces conditions dans l'arrêté en projet.

L'article 3, § 3, alinéa 2, 2/, susmentionné, ajoute qu'une entreprise est présumée satisfaire à ces conditions lorsqu'elle satisfait de manière analogue aux conditions d'exemption prévues par l'article 2, § 3, 2/, en projet.

Or, les conditions énumérées à l'article 69, paragraphe 1, de la directive 2006/48 sont plus rigoureuses que ces dernières. Ceci est accentué par la circonstance que le renvoi à l'article 2, § 3, 2/, inclut, comme l'a confirmé le délégué du ministre, la possibilité de déroger aux conditions mentionnées sous les a) et b) de cette disposition.

À défaut de pouvoir trouver un fondement dans la directive 2006/48, la présomption figurant à l'article 3, § 3, alinéa 2, 2/, en projet, doit être omise.

2. L'article 3, § 4, en projet, envisage le cas des entreprises réglementées de droit belge qui sont filiales d'une entreprise réglementée ayant son siège social dans un autre État membre. Selon cette disposition, ces filiales "sont soumises, de manière analogue, à une surveillance exercée sur la base de la situation consolidée de l'entreprise réglementée étrangère".

Interrogé sur le sens de cette disposition, le délégué du ministre a répondu que "de woorden «de manière analogue» overbodig lijken. De bepaling is in overeenstemming met art. 125 van de richtlijn 2006/48/EG".

L'article 3, § 4, doit être adapté en ce sens.

Article 7

1. L'article 5, § 2, en projet, doit être revu. En effet, même de manière abstraite, le Roi ne saurait désigner des autorités étrangères pour exercer le contrôle d'entreprises réglementées, sans excéder sa compétence territoriale. L'article 5, § 2, en projet, doit donc être réécrit de manière à définir concrètement, mais conformément à l'article 126 de la directive 2006/48, la compétence de la CBFA et de l'exclure lorsque, en raison d'un élément d'extranéité, la compétence revient aux autorités d'un autre État membre.

Selon le délégué du ministre, l'article 5, § 2, 1/, en projet, envisage le cas où "een Belgische bank de dochter is van een Franse financiële holding, welke laatste ook een bancaire dochter heeft in Frankrijk, zijn de Franse autoriteiten bevoegd voor het geconsolideerd toezicht". Sans préjudice de l'observation formulée ci-dessus, le texte gagnerait en clarté s'il était précisé que la filiale en question est "une autre entreprise réglementée".

2. L'article 5, § 5, en projet, dispose que

"La Commission et les autorités compétentes des autres États membres de l'Espace économique européen peuvent, dans un souci de bonne organisation du contrôle, convenir de commun accord de déroger aux règles de compétence prévues par les §§ 1^{er}, 2, 3 et 4."

.../...

La possibilité, pour la CBFA de conclure des accords avec des autorités d'autres États membres trouve directement une base juridique dans l'article 77, § 2, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers. En conséquence, il n'appartient pas au Roi d'habiliter à nouveau la CBFA à conclure des conventions avec ces autorités. Il n'en n'a d'ailleurs pas le pouvoir ⁴.

Par ailleurs, l'article 5, § 5, en projet, prévoit que la compagnie financière ou l'entreprise réglementée possédant le total de bilan le plus élevé au sein du groupe est seulement informée de la conclusion d'un accord la concernant avec d'autres autorités. Or, l'article 126, paragraphe 3, de la directive 2006/48 impose sa consultation préalable.

L'article 5, § 5, en projet, doit être revu en conséquence.

Article 9

1. L'article 7, en projet, impose aux compagnies financières le recours à des réviseurs agréés par la CBFA pour exercer les fonctions de commissaire. Il leur confie aussi diverses missions qui sont celles exercées à l'égard des établissements de crédit ⁵.

Selon le délégué du ministre, cet article trouve son fondement dans l'article 49, §§ 3, dernier alinéa, et 4, de la loi du 22 mars 1993, précitée.

⁽⁴⁾ Selon le délégué du ministre, l'article 5, § 5, en projet, trouverait aussi un fondement dans l'article 49, § 6, de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, tel que modifié par l'article 19, 9/, de la loi du 15 mai 2007 et dans l'article 75 de la loi du 2 août 2002, précitée. Toutefois, l'article 49, § 6, de la loi du 22 mars 1993, précitée, tend uniquement à permettre au Roi d'adopter les mesures nécessaires à l'exécution d'obligations qui en découlent. Il ne l'autorise pas à subdéléguer à la CBFA la compétence d'y déroger sur la base de dispositions facultatives, telles que celles de l'article 126, paragraphe 3, de la directive 2006/48. L'article 75 de la loi du 2 août 2002, précitée, pour sa part, se limite à prévoir une dérogation à la confidentialité des informations en faveur des autorités avec lesquelles un accord est conclu, mais ne fonde pas, en lui-même, la compétence de la CBFA de conclure les accords en question.

⁽⁵⁾ Voir l'observation 2 ci-après quant à la manière selon laquelle ces missions sont étendues aux commissaires des compagnies financières.

L'article 49, § 3, de cette loi ne semble pas constituer un fondement juridique adéquat, dans la mesure où il vise l'hypothèse d'un consortium comprenant un établissement de crédit et une ou plusieurs autres entreprises.

L'article 49, § 4, de la même loi, tel que modifié par la loi du 15 mai 2007, dispose, en substance, que "tout établissement de crédit dont l'entreprise mère est une compagnie financière" belge, de l'Espace économique européen ou d'un État tiers, "est soumis à une surveillance sur la base de la situation financière consolidée de la compagnie financière". L'article 49, § 4, habilite le Roi à fixer les modalités de cette surveillance et à préciser les dispositions de la loi du 22 mars 1993, précitée, qui sont applicables aux compagnies financières. Il constitue un fondement juridique adéquat de l'article 7 en projet, mais seulement dans le cas où la compagnie financière de droit belge a au moins pour filiale un établissement de crédit de droit belge.

L'article 7, § 1^{er}, en projet, doit dès lors être revu en ce sens.

2. L'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, dispose que divers articles de la loi du 22 mars 1993, précitée, dont l'article 55, alinéas 2 à 5, "sont applicables par analogie" aux compagnies financières.

Toutefois, l'article 7, § 2, en projet, reproduit en substance, pour les compagnies susmentionnées, l'article 55, alinéa 1^{er}, 1/ à 4/, de la loi du 22 mars 1993, précitée, telle que modifiée par la loi du 15 mai 2007. Selon le délégué du ministre, l'intention a été de faire figurer, dans l'arrêté royal, les dispositions relatives à la mission des commissaires des compagnies financières, cela pour une meilleure lisibilité de ces missions. La section de législation n'aperçoit pas les raisons qui ont conduit l'auteur du projet à se départir de cet méthode en ce qui concerne les dispositions de la loi du 22 mars 1993, précitée, mentionnées à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, simplement rendues applicables par analogie.

Au demeurant, retranscrire dans l'arrêté en projet des dispositions de la loi du 22 mars 1993, précitée, afin de les rendre applicables aux compagnies financières expose le Gouvernement au risque de découpler les régimes applicables à celles-ci et aux établissements de crédits en cas de modification ultérieure d'un seul de ces textes.

.../...

Il appartient au Gouvernement de peser les avantages et les inconvénients respectifs du renvoi par analogie ou de cette retranscription.

En toute hypothèse, l'utilisation combinée des deux méthodes dans le projet semble bien cumuler toutes les difficultés.

Article 10

Dans le texte néerlandais, les modifications apportées à l'article 7*bis* de l'arrêté royal du 12 août 1994, précité, doivent être présentées de la même manière que dans le texte français.

Article 15

1. L'article 15 du projet insère un article 9*bis* dans l'arrêté royal du 12 août 1994, précité. Cet article règle l'échange d'informations entre la CBFA et les autorités de contrôle étrangères. Cet article appelle les observations suivantes.

2. L'article 9*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, 2/, en projet, précise que sont des informations essentielles, toutes informations concernant les procédures de vérification des informations sur les entreprises "quant à leur caractère correct et complet". Cette dernière précision est susceptible de constituer une restriction par rapport à l'article 132, paragraphe 1, alinéa 4, sous b), de la directive 2006/48.

3. L'article 9*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, 3/, en projet, apporte une restriction par rapport à l'article 132, paragraphe 1, alinéa 4, sous c), de la directive 2006/48 dans la mesure où les informations concernant les évolutions négatives des "autres entreprises" sont seulement qualifiées d'essentielles si elles concernent des entreprises "importantes".

4. Il convient de préciser à l'article 9bis, en projet, les "autres dispositions" auxquelles il est renvoyé.

Article 16

L'article 9ter, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, semble habiliter les autorités compétentes des autres États membres à conclure des conventions, ce que le Roi ne peut évidemment faire.

De plus une transposition complète des directives 2006/48 et 2006/49 implique la détermination, en droit interne, des limites dans lesquelles des tâches supplémentaires peuvent être confiées à l'autorité chargée du contrôle sur base consolidée.

Les "autorités compétentes d'établissements de crédit [...]", visées à l'article 9ter, § 2, première phrase, en projet semblent désigner des autorités internes aux établissements en cause. Ce serait incompatible avec l'article 132, paragraphe 3, de la directive 2006/48. Par ailleurs, il y a lieu d'éviter de rédiger cette disposition d'une manière telle qu'en apparence, le Roi imposerait des obligations à des autorités étrangères. La suite de l'article 9ter, § 2, doit être adaptée en conséquence.

Articles 25 à 38

Les articles 25 à 38 modifient l'arrêté royal du 26 septembre 2005 relatif au statut des organismes de liquidation et des organismes assimilés à des organismes de liquidation. Ils trouvent leur fondement dans l'article 23 de la loi du 2 août 2002, précitée. Selon l'article 23, §§ 2, 3 et 7, de cette loi, le Roi ne peut, dès lors, adopter les dispositions figurant dans le projet que sur avis de la CBFA et de la Banque nationale.

Le délégué du ministre partage cette analyse. Néanmoins, la Banque nationale n'a pas été consultée.

Le Gouvernement doit combler cette lacune. En outre, dans l'hypothèse où le texte du projet serait modifié pour tenir compte de l'avis de la Banque nationale, il faudrait à nouveau soumettre le texte ainsi modifié à la section de législation du Conseil d'État.

Article 25

L'article 10, § 10, de l'arrêté royal du 26 septembre 2005, précité, prévoit actuellement que les règles d'application adoptées par la CBFA doivent être soumises à l'avis de la Banque nationale. L'article 10, en projet, ne prévoit plus cette consultation.

Interrogé sur les raisons de la suppression de cette consultation, le délégué du ministre a répondu que,

"(...) gezien a priori niet kan worden uitgesloten dat de CBFA voor het bepalen van nadere regels met betrekking tot artikel 10 van het KB, reglementen neemt, is het aangewezen de bestaande adviesverplichting van de NBB te behouden".

L'article 10, en projet, doit être adapté en ce sens.

Article 27

L'article 27 modifie l'article 13 de l'arrêté royal du 26 septembre 2005, précité.

L'article 13, alinéa 7, en projet, dispose que "la CBFA peut, dans des cas spéciaux, autoriser, dans les limites de la législation européenne, des dérogations aux dispositions des règlements pris par application du présent article".

Selon le délégué du ministre, la mention "dans les limites de la législation européenne" "anticipeert op een mogelijke Europese regelgeving in de toekomst in deze materie".

Elle doit être omise. En effet, elle est susceptible d'induire en erreur les destinataires de la règle dans la mesure où elle semble se référer à des dispositions actuellement en vigueur.

De plus, dans le cas où la "législation européenne" en question prendrait la forme d'un règlement, celui-ci serait directement applicable dans l'ordre interne, en vertu de l'article 249, alinéa 2, CE. Sa primauté sur l'arrêté en projet découlerait directement du traité et non de la disposition examinée.

Enfin, dans l'hypothèse où la législation européenne revêtirait la forme d'une directive, celle-ci devrait être transposée en droit belge. Les dispositions nationales qui lui seraient contraires devraient être adaptées et la formule susmentionnée serait insuffisante.

Article 41

Une disposition transitoire doit en principe prendre pour date de référence celle de l'entrée en vigueur du texte concerné, et non celle de sa publication.

L'article 41 doit être corrigé en conséquence.

Article 42

Il résulte de l'article 42 que l'arrêté entrera immédiatement en vigueur, le jour de sa publication au Moniteur belge.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

Exécutoire

Le projet est dépourvu d'exécutoire.

Cette lacune doit être comblée.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	G. KEUTGEN,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. GILLIAUX, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 43.020/2
VAN 30 MEI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 4 mei 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 over het toezicht op geconsolideerde basis op kredietinstellingen, van het koninklijk besluit van 17 juni 1996 tot verruiming van de grenzen waarbinnen de kredietinstellingen aandelen en deelnemingen mogen bezitten, van het koninklijk besluit van 26 september 2005 houdende het statuut van de vereffeningsinstellingen en de met vereffeningsinstellingen gelijkgestelde instellingen, en van het koninklijk besluit van 21 november 2005 over het aanvullend groepstoezicht op kredietinstellingen, verzekeringsondernemingen, beleggingsondernemingen en beheerverenootschappen van instellingen voor collectieve belegging in een financiële dienstengroep", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerking

Aan de Raad van State is geen concordantietabel verstrekt van enerzijds het ontworpen besluit en anderzijds de bepalingen van richtlijnen 2006/48/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 juli 2006 betreffende de toegang tot en de uitoefening van de werkzaamheden van kredietinstellingen (herschikking) (hierna genoemd richtlijn 2006/48) en 2006/49 van het Europees Parlement en van de Raad van 14 juni 2006 inzake de kapitaaltoereikendheid van beleggingsondernemingen en kredietinstellingen (herschikking) (hierna genoemd richtlijn 2006/49). Het toezenden van deze concordantietabel zou evenwel wenselijk geweest zijn, daar ze het onderzoek van de ter fine van advies voorgelegde tekst vergemakkelijkt zou hebben.

.../...

Voorts zou, aangezien artikel 157, lid 1, eerste alinea, van richtlijn 2006/48 bepaalt dat de Lid-Staten een zodanige tabel moeten meedelen aan de Commissie, de steller van het ontwerp die tabel moeten opmaken en ze voegen bij het verslag aan de Koning; zulks maakt het mogelijk de adressaten van de ontworpen regels behoorlijk in te lichten, inzonderheid over de mate waarin de omzetting van beide richtlijnen is bewerkstelligd.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Het ontwerp strekt ertoe de nieuwe bepalingen die voorkomen in de richtlijnen 2006/48 en 2006/49 om te zetten in het Belgische rechtsbestel.

Er is evenwel geen grond om in de aanhef van het ontwerp te verwijzen naar deze twee richtlijnen. Volgens de rechtspraak van de afdeling wetgeving ontleen de verordeningsteksten die een richtlijn omzetten hun rechtsgrond alleen aan normen van intern recht.

Er zij niettemin op gewezen dat artikel 157, lid 1, derde alinea, van richtlijn 2006/48 en artikel 49, lid 1, tweede alinea, van richtlijn 2006/49 de Lid-Staten verplichten om, wanneer zij de voor de omzetting ervan noodzakelijke wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen aannemen, daarin te verwijzen naar de genoemde richtlijnen of ernaar te verwijzen bij de bekendmaking ervan.

De Raad van State heeft er meermaals op gewezen ¹ dat het, om aan dat vereiste te voldoen, verkieslijk is deze verwijzing op te nemen in een apart artikel van het dispositief (wet -of regelgeving) waarbij de omzetting van een of meer richtlijnen wordt verricht.

⁽¹⁾ Zie onder meer in dat verband de versie van november 2001, blz. 41, punt 8.3. van de circulaire wetgevingstechniek (<http://www.raadvst-constetat.be>).

In het ontworpen dispositief dient bijgevolg een nieuw artikel 1 te worden ingevoegd waarin melding wordt gemaakt van het feit dat het ontworpen besluit de gedeeltelijke omzetting van de voormelde richtlijnen tot doel heeft.

2. Volgens de aanhef ontleent het ontworpen besluit zijn rechtsgrond onder meer aan de artikelen 110 en 111 van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs. De afdeling wetgeving had in haar advies 42.437/2, verstrekt op 20 maart 2007², nochtans reeds opgemerkt dat "de gemachtigde ambtenaar (...) evenwel [had] toegegeven dat de verwijzing naar die artikelen overbodig is". De afdeling wetgeving herhaalt dat deze verwijzing dient te vervallen.

Dispositief

Artikel 2

In onderdeel 14/ van het ontwerp worden, in de Franse tekst, de woorden "compagnie financière" gebruikt.

Het zou beter zijn de woorden "compagnie financière holding" te gebruiken, die in richtlijn 2006/48 worden gebezigd.

⁽²⁾ over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 over het toezicht op geconsolideerde basis op kredietinstellingen, van het koninklijk besluit van 17 juni 1996 tot verruiming van de grenzen waarbinnen de kredietinstellingen aandelen en deelnemingen mogen bezitten, van het koninklijk besluit van 26 september 2005 houdende het statuut van de vereffeningsinstellingen en de met vereffeningsinstellingen gelijkgestelde instellingen, en van het koninklijk besluit van 21 november 2005 over het aanvullend groepstoezicht op kredietinstellingen, verzekeringsondernemingen, beleggingsondernemingen en beheerverenootschappen van instellingen voor collectieve belegging in een financiële dienstengroep".

Artikel 3

1. Volgens het ontworpen artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 over het toezicht op geconsolideerde basis op kredietinstellingen, wordt de positie van het geconsolideerde geheel bepaald met toepassing van de regels inzake periodieke rapportering op geconsolideerde basis die door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen (hierna genoemd CBFA) zijn vastgesteld, "en in voorkomend geval, van de bepalingen van het koninklijk besluit op de geconsolideerde jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheerverenootschappen."

Op de vraag naar de betekenis van de laatst aangehaalde bepaling heeft de gemachtigde van de minister geantwoord : "het KB van 12.8.1994 regelt de aspecten van prudentieel geconsolideerd toezicht; het KB van 23.9.1992 op de geconsolideerde jaarrekeningen regelt de modaliteiten voor het opstellen van de geconsolideerde jaarrekening. Tussen beide zijn er verschillen in de definitie van o.m. de consolidatiekring en de consolidatiemethodes. Het vertrekpunt voor het opstellen van het geconsolideerd geheel voor het prudentieel toezicht zijn dan ook de regels inzake periodieke prudentiële rapportering, door de CBFA vastgesteld in uitvoering van o.m. art. 49, § 2, 4/lid, van de bankwet. Wanneer deze laatste regelgeving niet zou voorzien in bepaalde specifieke regels (bv. voor bepaalde types van verrichtingen), bepaalt art. 2 dat alsdan - "le cas échéant" - teruggevallen wordt op de regels van het jaarrekeningenrecht".

Het subsidiair zijn van de toepassing van het koninklijk besluit van 23 september 1992 ³ ten opzichte van de door de CBFA vastgestelde regels moet duidelijker tot uiting komen in het dispositief. De huidige redactie van artikel 2, § 2, wekt immers de indruk dat aan de overheid een ruime beoordelingsvrijheid wordt gelaten bij de keuze van de toepasselijke bepalingen, terwijl zulks niet de bedoeling is.

⁽³⁾ Koninklijk besluit op de geconsolideerde jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheerverenootschappen van instellingen voor collectieve belegging.

2. Op grond van het ontworpen artikel 2, § 3, 2/, tweede lid, kan de CBFA een gereguleerde onderneming die niet voldoet aan het vereiste inzake "borgstelling", bedoeld in artikel 4, tweede lid, van het voormelde koninklijk besluit van 23 september 1992 of niet beantwoordt aan de vereisten gesteld in artikel 113, § 2, van het Wetboek van Vennootschappen, vrijstellen van de verplichting tot subconsolidatie. Deze vrijstelling mag evenwel "de voldoende bescherming van de schuldeisers [...] niet in gevaar breng[en]".

Het verslag aan de Koning luidt als volgt :

"bij haar beoordeling of vrijstelling de voldoende bescherming van de schuldeisers niet in gevaar brengt [...] zal de CBFA in beginsel rekening dienen te houden met het bepaalde bij artikel 69 van Richtlijn 2006/48/EG."

De in dit artikel vermelde voorwaarden moeten worden overgenomen in het ontworpen besluit.

3. In het ontworpen artikel 2, § 3, 5/, tweede lid, wordt met de "toetsing" waarvan sprake is in het eerste lid meer bepaald de "toetsing" bedoeld in punt b) van dit lid.

Het tweede lid moet in die zin worden aangepast.

Artikel 5

1. Het ontworpen artikel 3, § 3, tweede lid, 2/, bepaalt dat de CBFA een gereguleerde onderneming kan vrijstellen van de verplichting om de normen inzake solvabiliteit en risicoconcentratie in acht te nemen wanneer ze een dochteronderneming is en voldoet aan de vereisten in artikel 69, lid 1, van richtlijn 2006/48. Krachtens artikel 249, derde lid, EG-Verdrag moeten deze vereisten in het ontworpen besluit worden overgenomen.

Artikel 3, § 3, tweede lid, 2/, voormeld bepaalt voorts dat een onderneming geacht wordt aan die voorwaarden te voldoen als ze op overeenkomstige wijze voldoet aan de voorwaarden voor vrijstelling gesteld in het ontworpen artikel 2, § 3, 2/.

De in artikel 69, lid 1, van richtlijn 2006/48 opgenoemde vereisten, zijn evenwel strenger dan de laatstgenoemde. Dit wordt beklemtoond door de omstandigheid dat de verwijzing naar artikel 2, § 3, 2/, zoals de gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd, de mogelijkheid inhoudt om af te wijken van de in a) en b) van deze bepaling vermelde vereisten.

Aangezien richtlijn 2006/48 geen rechtsgrond kan opleveren, moet het "vermoeden" in het ontworpen artikel 3, § 3, tweede lid, 2/, vervallen.

2. In het ontworpen artikel 3, § 4, is sprake van "gereguleerde ondernemingen naar Belgisch recht die een dochteronderneming zijn van een gereguleerde onderneming met zetel in een andere Lid-Staat". Volgens deze bepaling zijn deze dochterondernemingen "op overeenkomstige wijze onderworpen aan een toezicht op basis van de geconsolideerde positie van de buitenlandse gereguleerde onderneming".

Op de vraag naar de betekenis van deze bepaling heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat "de woorden "de manière analogue" overbodig lijken. De bepaling is in overeenstemming met art. 125 van de richtlijn 2006/48/EG".

Artikel 3, § 4, moet in die zin worden aangepast.

Artikel 7

1. Het ontworpen artikel 5, § 2, moet worden herzien. De Koning zou, zelfs op abstracte wijze, geen buitenlandse overheden kunnen aanwijzen om het toezicht op gereguleerde ondernemingen uit te oefenen, zonder zijn territoriale bevoegdheid te buiten te gaan. Het ontworpen artikel 5, § 2, moet dus worden herschreven zodat de bevoegdheid van de CBFA concreet, doch overeenkomstig artikel 126 van richtlijn 2006/48, wordt omschreven en deze uit te sluiten wanneer, wegens een buitenlands element, de bevoegdheid toekomt aan de overheden van een andere Lid-Staat.

.../...

Volgens de gemachtigde van de minister wordt in het ontworpen artikel 5, § 2, 1/ gedacht aan het volgende geval : "(wanneer) een Belgische bank de dochter is van een Franse financiële holding, welke laatste ook een bancaire dochter heeft in Frankrijk, zijn de Franse autoriteiten bevoegd voor het (geconsolideerde) toezicht". Onverminderd de hierboven geformuleerde opmerking, zou de tekst duidelijker zijn indien werd gepreciseerd dat de dochteronderneming in kwestie "een andere gereguleerde onderneming" is.

2. Het ontworpen artikel 5, § 5, bepaalt :

"§ 5 . De Commissie en de bevoegde autoriteiten van andere landen van de Europese Economische Ruimte, kunnen met het oog op een passende organisatie van het toezicht in gemeen overleg overeenkomen van de bevoegdheidsregeling bepaald bij de §§ 1, 2, 3 en 4 af te wijken."

De mogelijkheid voor de CBFA om overeenkomsten te sluiten met overheden van andere Lid-Staten vindt haar rechtsgrond rechtstreeks in artikel 77, § 2, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten. Het staat bijgevolg niet aan de Koning de CBFA opnieuw te machtigen om overeenkomsten te sluiten met deze overheden. De Koning is daartoe trouwens niet bevoegd ⁴.

⁽⁴⁾ Volgens de gemachtigde van de minister zou het ontworpen artikel 5, § 5, eveneens zijn rechtsgrond ontleen aan artikel 49, § 6, van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, zoals het is gewijzigd bij artikel 19, 9/, van de wet van 15 mei 2007, alsmede aan artikel 75 van de voornoemde wet van 2 augustus 2002. Evenwel strekt artikel 49, § 6, van de voornoemde wet van 22 maart 1993 er uitsluitend toe de Koning in de mogelijkheid te stellen de maatregelen aan te nemen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de eruit voortvloeiende verplichtingen. Dit artikel staat Hem niet toe aan de CBFA de bevoegdheid te delegeren ervan af te wijken op basis van facultatieve bepalingen, zoals het bepaalde in artikel 126, lid 3, van richtlijn 2006/48. Artikel 75 van de voornoemde wet van 2 augustus 2002 beperkt zich zijnerzijds ertoe te voorzien in een afwijking van de vertrouwelijkheid van de informatie ten behoeve van de autoriteiten waarmee een overeenkomst is gesloten, maar vormt op zich niet de rechtsgrond voor de bevoegdheid van de CBFA om de overeenkomsten in kwestie te sluiten.

Bovendien bepaalt het ontworpen artikel 5, § 5, dat de financiële holding of de geregementeerde onderneming met het hoogste balanstotaal van de groep, alleen op de hoogte wordt gebracht van het sluiten van een haar betreffende overeenkomst met andere overheden. Artikel 126, paragraaf 3, van richtlijn 2006/48 schrijft evenwel voor dat ze vooraf moet worden geraadpleegd.

Artikel 5, § 5, moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 9

1. Het ontworpen artikel 7 bepaalt dat financiële holdings een beroep moeten doen op revisoren erkend door de CBFA om de opdracht van commissaris uit te oefenen. Het vertrouwt hen ook verschillende opdrachten toe die worden uitgeoefend ten aanzien van kredietinstellingen ⁵.

Volgens de gemachtigde van de minister is dit artikel gegrond op artikel 49, §§ 3, laatste lid, en 4, van de voornoemde wet van 22 maart 1993.

Artikel 49, § 3, van deze wet lijkt geen geschikte rechtsgrond op te leveren in zoverre daarin wordt verwezen naar het geval van een consortium bestaande uit een kredietinstelling en één of meer andere ondernemingen.

Artikel 49, § 4, van dezelfde wet, zoals gewijzigd bij de wet van 15 mei 2007, bepaalt in wezen dat, "voor iedere kredietinstelling waarvan de moederonderneming een Belgische [...] financiële holding is", een holding uit de Europese economische ruimte of uit een derde land, "het toezicht [geschiedt] op basis van de geconsolideerde financiële positie van de financiële holding". Artikel 49, § 4, machtigt de Koning de nadere regels betreffende dit toezicht vast te stellen en de bepalingen te preciseren van de voornoemde wet van 22 maart 1993 die toepasselijk zijn op financiële holdings. Het levert een geschikte rechtsgrond op voor het ontworpen artikel 7, doch alleen in het geval dat de financiële holding naar Belgisch recht ten minste een dochteronderneming heeft die een kredietinstelling naar Belgisch recht is.

⁽⁵⁾ Zie opmerking 2 hierna wat betreft de wijze waarop die opdrachten uitgebreid worden tot de commissarissen van financiële holdings.

Het ontworpen artikel 7, § 1, moet derhalve dienovereenkomstig worden herzien.

2. Het ontworpen artikel 7, § 1, tweede lid, bepaalt dat verscheidene artikelen van de voornoemde wet van 22 maart 1993, waaronder artikel 55, tweede tot vijfde lid, "van overeenkomstige toepassing" zijn op financiële holdings.

Het ontworpen artikel 7, § 2, neemt, wat betreft de voornoemde holdings, echter in wezen artikel 55, eerste lid, 1/ tot 4/, over van de voornoemde wet van 22 maart 1993, zoals het is gewijzigd bij de wet van 15 mei 2007. Volgens de gemachtigde van de minister was het de bedoeling in het koninklijk besluit de bepalingen op te nemen betreffende de opdracht van de commissarissen van financiële holdings, zulks met het oog op een betere bevattelijkheid van die opdrachten. De afdeling wetgeving ziet niet in waarom de steller van het ontwerp besloten heeft die handelwijze niet te volgen voor de bepalingen van de voornoemde wet van 22 maart 1993, vermeld in artikel 7, § 1, tweede lid, die slechts van overeenkomstige toepassing worden verklaard.

Voorts loopt de regering het risico dat, indien in het ontwerpbesluit bepalingen van de voornoemde wet van 22 maart 1993 worden overgenomen teneinde ze toepasselijk te verklaren op financiële holdings, de regelingen toepasselijk op die holdings en op kredietinstellingen aldus van elkaar kunnen verschillen indien later slechts één van die teksten wordt gewijzigd.

De regering dient de respectieve voor- en nadelen van een verwijzing naar analogie of van het overnemen van bepalingen tegen elkaar af te wegen.

Hoe dan ook lijken al die problemen tezamen te rijzen indien in het ontwerp de beide werkwijzen worden gevolgd.

Artikel 10

De wijzigingen die worden aangebracht in artikel 7*bis* van het voornoemde koninklijk besluit van 12 augustus 1994, moeten in de Nederlandse versie op dezelfde manier worden voorgesteld als in de Franse tekst.

Artikel 15

1. Artikel 15 van het ontwerp voert in het voornoemde koninklijk besluit van 12 augustus 1994 een artikel 9*bis* in. Dit artikel regelt de uitwisseling van informatie tussen de CBFA en de buitenlandse toezichthoudende autoriteiten. Het geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

2. Het ontworpen artikel 9*bis*, § 1, tweede lid, 2/, preciseert dat als essentiële informatie beschouwd wordt, alle informatie betreffende de procedures van toetsing van de informatie over ondernemingen met betrekking tot "de juistheid en volledigheid van deze informatie". Deze laatste precisering kan een beperking inhouden ten aanzien van het bepaalde in artikel 132, lid 1, vierde alinea, sub b), van richtlijn 2006/48.

3. Het ontworpen artikel 9*bis*, § 1, tweede lid, 3/, voert vergeleken met artikel 132, lid 1, vierde alinea, sub c), van richtlijn 2006/48 een beperking in, in zoverre de informatie betreffende de ongunstige ontwikkelingen van "andere ondernemingen" alleen als essentieel wordt aangemerkt indien ze "belangrijke" ondernemingen betreft.

4. In het ontworpen artikel 9*bis* moeten de "overige bepalingen" worden gepreciseerd waarnaar wordt verwezen.

Artikel 16

Het ontworpen artikel 9ter, § 1, tweede lid, lijkt de bevoegde autoriteiten van de overige lidstaten te machtigen overeenkomsten te sluiten, waartoe de Koning uiteraard niet bevoegd is.

Bovendien houdt een volledige omzetting van de richtlijnen 2006/48 en 2006/49 in dat in het interne recht grenzen worden gesteld waarbinnen aanvullende opdrachten toevertrouwd kunnen worden aan de autoriteit belast met het geconsolideerde toezicht.

De "bevoegde autoriteiten van kredietinstellingen [...]", waarvan sprake is in het ontworpen artikel 9ter, § 2, eerste zin, lijken te doelen op interne autoriteiten van de betreffende instellingen. Zulks zou niet bestaanbaar zijn met artikel 132, lid 3, van richtlijn 2006/48. Bovendien moet vermeden worden die bepaling aldus te redigeren dat het lijkt alsof de Koning verplichtingen zou opleggen aan buitenlandse autoriteiten. Het vervolg van artikel 9ter, § 2, moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikelen 25 tot 38

De artikelen 25 tot 38 wijzigen het koninklijk besluit van 26 september 2005 houdende het statuut van de vereffeningsinstellingen en de met vereffeningsinstellingen gelijkgestelde instellingen. Ze ontleen hun rechtsgrond aan artikel 23 van de voornoemde wet van 2 augustus 2002. Volgens artikel 23, §§ 2, 3 en 7, van deze wet kan de Koning de bepalingen die in het ontwerp voorkomen derhalve alleen aannemen na advies van de CBFA en de Nationale Bank.

De gemachtigde van de minister stemt in met deze analyse. De Nationale Bank is nochtans niet geraadpleegd.

De regering moet die leemte opvullen. Ingeval de ontwerptekst aldus gewijzigd wordt dat rekening wordt gehouden met het advies van de Nationale Bank, moet de aldus gewijzigde tekst bovendien opnieuw worden voorgelegd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State.

.../...

Artikel 25

Artikel 10, § 10, van het voornoemde koninklijk besluit van 26 september 2005 bepaalt thans dat de toepassingsregels aangenomen door de CBFA om advies moeten worden voorgelegd aan de Nationale Bank. Het ontworpen artikel 10 schrijft die raadpleging niet meer voor.

Op de vraag waarom die raadpleging is geschrapt, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord:

"(...) gezien a priori niet kan worden uitgesloten dat de CBFA voor het bepalen van nadere regels met betrekking tot artikel 10 van het KB, reglementen neemt, is het aangewezen de bestaande adviesverplichting van de NBB te behouden".

Het ontworpen artikel 10 moet in die zin worden aangepast.

Artikel 27

1. Artikel 27 wijzigt artikel 13 van het voornoemde koninklijk besluit van 26 september 2005.

Het ontworpen artikel 13, zevende lid, bepaalt :

"In bijzondere gevallen kan de CBFA binnen de perken van de Europese wetgeving afwijkingen toestaan van de bepalingen van de met toepassing van dit artikel genomen reglementen."

De gemachtigde van de minister heeft gesteld dat de uitdrukking "binnen de perken van de Europese wetgeving" "anticipeert op een mogelijke Europese regelgeving in de toekomst in deze materie".

Die uitdrukking moet vervallen. Ze kan de adressaten van de regel immers misleiden in zoverre ze lijkt te verwijzen naar thans vigerende bepalingen.

Voorts zou, ingeval de desbetreffende "Europese wetgeving" de vorm van een verordening zou aannemen, deze verordening krachtens artikel 249, tweede alinea, van het EG-Verdrag rechtstreeks toepasselijk zijn in de interne rechtsorde. De omstandigheid dat de verordening primeert op het ontwerpbesluit zou rechtstreeks voortvloeien uit het verdrag, doch niet uit de onderzochte bepaling.

Tot slot zou, ingeval de Europese wetgeving de vorm van een richtlijn zou aannemen, deze laatste in het Belgische recht moeten worden omgezet. De nationale bepalingen die strijdig zijn met die richtlijn, moeten dan worden aangepast, en de voormelde formulering zou ontoereikend zijn.

Artikel 41

Een overgangsbepaling moet in beginsel als referentiedatum de dag van de inwerkingtreding van de betreffende tekst dragen, doch niet die van de bekendmaking ervan.

Artikel 41 moet dienovereenkomstig worden verbeterd.

Artikel 42

Uit artikel 42 volgt dat het besluit onmiddellijk in werking treedt de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald door artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

Uitvoeringsbepaling

Het ontwerp bevat geen uitvoeringsbepaling.

Deze leemte moet worden opgevuld.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	G. KEUTGEN,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. GILLIAUX, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS